

RESUME DE LA SITUATION

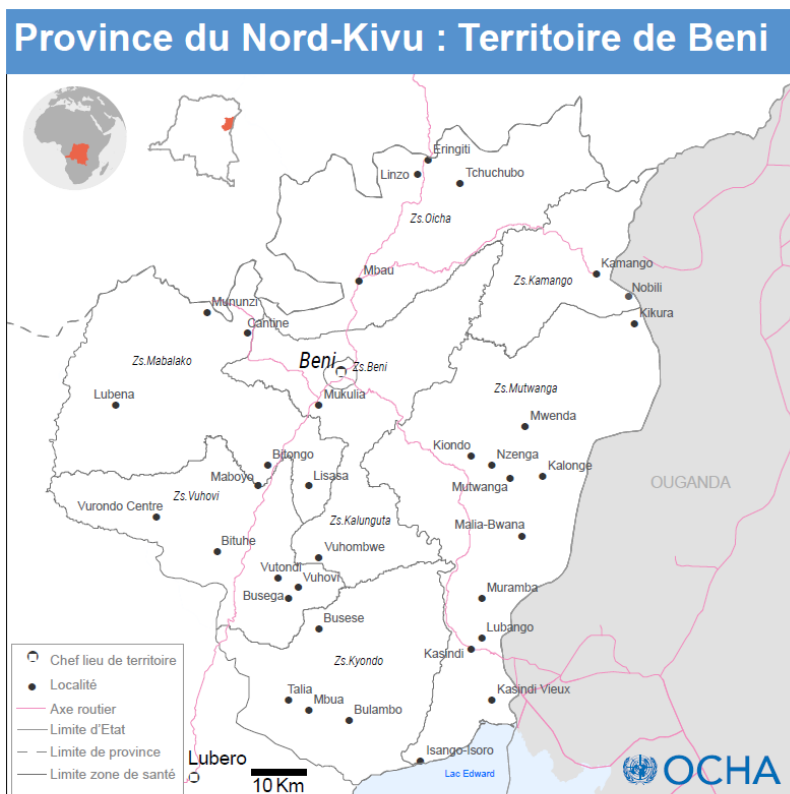


Renforcer la protection des civils en établissant des mesures efficaces et améliorer l'accès aux services de base ;



Allouer des fonds aux acteurs humanitaires pour améliorer l'assistance multisectorielle aux populations vulnérables.

Beni, dans l'étau infini des tueries



Source : OCHA et Partenaires

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Carte créée le 15 août 2019

En décembre 2017, ces attaques ont été dirigées contre les unités militaires de la MONUSCO, basées à Semuliki, déclenchant des offensives conjointes des forces de la MONUSCO et de l'armée congolaise contre ces combattants armés.

À ce jour, la situation sécuritaire reste fragile de manière quasi-permanente, jetant une ombre menaçante sur la population civile, l'obligeant à vivre dans une situation de déplacement continue. Qu'ils soient des personnes déplacées, des réfugiés, ou encore des retournés, ces personnes ont tout perdu et vivent dans des conditions d'extrême vulnérabilité. Certains ont perdu tout ce qu'ils possédaient, d'autres ont perdu l'accès à leurs champs – leur seul moyen de subsistance – d'autres encore ont perdu même la vie.

Depuis octobre 2014, le Territoire de Beni est affecté par un cycle des violences qui a fait plus au bas mot- 1 000 victimes parmi les civils¹. Ces violences sont attribuées à des individus armés présumés combattants ADF (Allied Democratic Forces), un groupe d'origine ougandaise actif dans la zone depuis 1995. Entre février 2011 et juin 2013, plusieurs attaques attribuées à ces présumés ADF dans la Zone de santé de Kamango (à l'extrême nord-est du Territoire de Beni), ont poussé des milliers de Congolais à trouver refuge en Ouganda et dans d'autres localités du territoire. De juillet à décembre 2013, une certaine accalmie sécuritaire y a été observée, favorisant ainsi un mouvement de retour de près de 100 000 personnes.²

Le lancement des opérations militaires « Sokola 1 » en janvier 2014 aurait créé un effet inverse dans le sens où cela aurait provoqué la reprise des violences de ces présumés ADF contre les populations civiles à partir d'octobre 2015. Vers la seconde moitié de 2017, les attaques ont pris de l'envergure, ciblant de plus en plus des installations militaires et des patrouilles des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). La plupart des attaques étaient localisées le long des axes Beni-Oicha-Eringeti et Mbau-Kamango.

¹ Il n'existe pas de chiffre définitif, unanimement acceptés, cependant tous les observateurs s'accordent sur le fait que ce sont des milliers qui sont morts depuis 2014.

² Note d'information de la Société civile de Beni, mars 2016

Quand les violences armées anéantissent les espoirs de retour

Depuis fin mars 2019, plusieurs villages à l'ouest et au sud de Zone de santé Kamango ont été victimes de tueries, enlèvements, pillages et autres graves violations des droits de l'homme. Depuis, Kamango vit dans la peur, l'incertitude et les conséquences d'une crise humanitaire grandissante. Pour avoir la vie sauve, la population n'a eu d'autre possibilité que de se déplacer. Une partie (estimée à 21 300 personnes) a choisi de fuir vers des localités situées dans la voisine Zone de santé de Mutwanga (à l'est du Territoire de Beni). Une autre – la plus importante – a décidé de chercher refuge dans 6 des 14 aires de santé de Kamango qui se sont retrouvés soudainement retrouvées face à une énorme vague de déplacés, alors que les autorités locales ont une capacité limitée de fournir une réponse appropriée aux besoins identifiés des personnes déplacées.

Selon les sources humanitaires – et actualisées au 26 juin 2019 – près de 80 000 personnes ont abandonné leurs foyers en raison des conflits et des violences armées. Après une période de calme relatif dans la zone, qui a laissé entrevoir la possibilité d'un mouvement de retour (estimé par la société civile de Watalinga entre 20 et 30% des déplacés à Nobili), les dernières attaques du 9, 18 et 21 juillet 2019 ont anéanti tout désir des personnes en déplacement de retourner à leurs milieux d'origines.

Le bal incessant des innocents civils

La majorité de tous ces déplacés – dont une partie se trouve en familles d'accueil et l'autre dans des sites publics, tels que les écoles, les églises et les formations sanitaires – vivent dans une situation de forte précarité. Les effets de cette crise ne se répercutent pas seulement sur les ménages déplacés, mais aussi sur l'ensemble de la population locale.



Les civils paient un lourd tribut pour les violences qui ont lieu dans la région de Beni depuis 2014.
Crédit : Tommaso Ripani/ OCHA

augmentation imprévue des ménages pousse certains d'adopter des mécanismes de survie ayant des effets négatifs sur leurs conditions de vie, tels que le sexe de survie ou le travail des enfants.

La situation actuelle risque de s'empirer car les violences armées ne cessent de provoquer un déplacement quasi-perpétuel des familles, maintenant les familles dans un état physique et social précaire.

Facteurs aggravants la situation humanitaire dans la Zone de santé de Kamango

- Vulnérabilité socioéconomique des communautés hôtes et déplacées ;
- Incursions récurrentes des groupes armés sur l'axe Mbau-Kamango ;
- Capacité limitée des forces de sécurités de fournir une protection à la population ;
- Risque des nouveaux déplacements liés aux opérations militaires dans la zone ;
- Augmentation de l'insécurité alimentaire par manque d'accès aux champs ;
- Impossibilité pour les déplacés de retourner à leurs foyers en raison de l'insécurité ;
- Risque de tensions communautaires.

Embuscades, exactions et pénurie alimentaire

D'après le Comité local de protection³ ces atrocités et violences attribuées aux présumés ADF ont fait environ plusieurs dizaines de victimes civiles ; une dizaine des personnes ont été portées disparues et plusieurs autres blessées entre mars et mai 2019. En termes de violences sexuelles, une trentaine de cas a été répertoriée entre mars et mai 2019, par les membres du CLP, mais deux seulement se sont déclarés et ont bénéficié d'un suivi médical.

Même si en déplacement, quelques déplacés continuaient de se rendre régulièrement à leurs champs pour les entretenir et s'approvisionner ainsi en vivres. Cependant, l'insécurité dans la zone les expose constamment au risque d'embuscades ou d'autres exactions tels la collecte de taxes illégales, des transports forcés, des arrestations arbitraires. Dans le pire des cas, la mort s'en suit. Après les trois dernières attaques en juillet, très peu sont ceux qui ont osé se rendre aux champs. Que la personne soit déplacée ou autochtone, l'agriculture est une activité fondamentale pour les habitants de cette zone. Un accès difficile aux champs implique donc un faible accès aux moyens de subsistance et à la nourriture de base qui, à son tour, entraîne les risques potentiels de pénurie alimentaire et malnutrition.

Au-delà des violences, Kamango a enregistré 215 cas de rougeole entre mars et juin 2019. Entre les 24 et 29 juin 2019, environ 33 800 enfants entre 5 mois et 15 ans ont été vaccinés lors d'une campagne de vaccination anti-rougeole.

Une réponse humanitaire en cours, mais plus de moyens sont nécessaires

Face à cette situation, OCHA a conduit, du 6 au 10 mai 2019, une mission d'évaluation multisectorielle des besoins humanitaires des personnes déplacées avec la participation des ONG et des agences des Nations Unies. Les résultats ont ressorti d'importantes vulnérabilités en protection, moyens de subsistance, biens non alimentaires, vivres, éducation ainsi qu'un accès réduit aux soins médicaux d'urgence et à l'eau potable.



Crédit : Otto Bakano/ OCHA

Depuis fin mai 2019, une réponse humanitaire multisectorielle a été mise en place dans la zone par le biais de plusieurs organisations humanitaires. Cependant, des besoins importants persistent dans plusieurs secteurs. Par exemple, il est nécessaire de renforcer l'adduction d'eau de Nobili pour garantir l'accès à l'eau potable aux populations déplacés et autochtones de Kamango ; les structures sanitaires des aires de santé d'accueil sont sous-équipées en ressources humaines, en équipements et en médicaments pour pouvoir satisfaire la population actuelle dans la zone. L'Hôpital général de Kamango, qui est à présent

délocalisé dans le Centre de santé de Kahondo, est dans une situation critique. Il est donc essentiel de renforcer l'assistance médicale dans la zone, surtout dans les aires de santé qui ont accueillis les déplacés. La minorité des habitants qui a choisi de fuir vers la Zone de santé de Mutwanga n'a pas encore reçu d'assistance. La persistance des besoins requiert plus de financements et de capacités opérationnelles.

Avec le risque très probable que les conflits armés ne cessent pas dans un avenir proche, les nouveaux déplacements combinés à l'impossibilité des anciens déplacés de rentrer à leurs milieux d'origine pourraient produire une situation potentiellement explosive, surtout à la lumière des tensions entre communautés signalées

³ Entité officielle

dans la zone. La réalisation d'un plan de réponse qui vise à renforcer la résilience communautaire locale s'avère donc une nécessité.

Passer par le Rwanda, l'Ouganda pour aider les civils congolais

Dans la Zone de Santé de Kamango, les activités humanitaires sont entravées par des problèmes logistiques et d'insuffisance des infrastructures de transport.

L'accès par voies terrestres reste limité, car seulement deux des quatre axes routiers sont utilisables. La principale route de desserte agricole, l'axe Beni-Mavivi-Mbau-Mamudioma-Kamango-Nobili, est parsemée d'obstacles et risque. Depuis le 9 octobre 2017, le tronçon Mbau-Kamango, long de 62 km, a été interdite au passage de tout véhicule civil par les autorités militaires congolaises suite à l'insécurité récurrente. Même si une réouverture partielle a été annoncée entre Mbau et le village Mamudioma, la détérioration du climat sécuritaire sur l'axe Oicha-Eringeti, au Nord de Beni, constitue tout de même un problème majeur pour l'accès humanitaire dans la chefferie de Watalinga.

La route secondaire Beni-Mutwanga-Mwenda-Kikingi-Luanoli-Kahando-Nobili, n'est pas un choix viable car le tronçon Mwenda-Kikingi (long de 21 km) est impraticable, suite à l'état de détérioration avancée des pistes (ponts cassés, pistes détruites, etc.) auquel il faut ajouter les quelques cas d'insécurité signalés récemment par des sources militaires.

Les seules deux autres routes qui restent aux humanitaires demandent de franchir la frontière. La route la plus utilisée par les travailleurs humanitaires basés à Beni est celle de Beni-Kasindi-Nobili qui passe par l'Ouganda (Kasese-Fort Portal-Bundibugyo-Busunga) Elle est longue de 314 km ; celle empruntée par les humanitaires à Goma passe à la fois par le Rwanda et l'Ouganda (Gisenyi-Chanika- Kasese-Fort Portal -Bundibugyo-Busunga), pour un total de 595 km.

L'accès par voie aérienne est possible, mais également difficile, car aucune piste d'atterrissage existe pour les avions. L'hélicoptère du service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) utilise le terrain de jeux d'une école primaire à Nobili, permettant ainsi aux travailleurs humanitaires d'accéder cette zone reculée et d'y acheminer quelques fournitures vitales pour les personnes vulnérables.

La présence soudaine d'un grand nombre d'organisations humanitaires n'a jusque-là posé aucun défi d'acceptation communautaire susceptible d'affecter l'accès humanitaire. De plus, OCHA a mené le 7 mai et le 20 juin 2019 des activités de sensibilisation sur le fonctionnement et les principes de l'action humanitaire auprès des autorités locales et des différentes couches de la société civile locale. À l'issue de ces activités, il est ressorti un sentiment de maintenir une communication franche avec les différents acteurs dans la zone pour une pérennisation de l'acceptation des communautés.

Priorités de la réponse aux besoins

Les violences vont continuer et, avec elles, les déplacements de population et une profonde dégradation des mécanismes de protection, des services sociaux de base, ainsi qu'une détérioration importante des moyens de subsistance ; les acteurs humanitaires s'attendent à une augmentation de besoins humanitaires des personnes déplacées et des familles hôtes. Pour ce faire, il y a nécessité de renforcer la préparation et la capacité de réponse à cette crise dont on ne connaît encore la durée au vu de la persistance des facteurs des violences et des opérations militaires.

Il est impérieux de mobiliser des ressources financières additionnelles pour faire face à la persistance de la crise. Ces ressources additionnelles devraient être orientées à des interventions couvrant de manière efficace les besoins globaux des personnes déplacées et ceux vulnérables au sein des communautés d'accueil en privilégiant les activités soutenant le renforcement de la résilience communautaire locale.

Pour tout complément d'information, requête média, prière contacter :
 Yvon Edoumou, Chargé d'Information Publique, OCHA RDC, +243819889148, edoumou@un.org
 Luigi Nicoletti, Chef de Sous-bureau a.i., Nord Kivu, +24381706137, nicoletti@un.org